

20064/A

20064/A

DISARMO POLIZIA

- 1969

## Le désarmement de la Police

Depuis que l'Italie est une République fondée sur le travail et a daté de quand le droit de grève est sanctionné par la "Constitution", 89 ont été les ouvriers agricoles, les ouvriers, les étudiants tués par la police, 674 les blessés par les armes à feu.

En Italie la peine capitale (mort) a été abolie, mais la police en service pendant les manifestations populaires et les mouvements économique-sociaux est plus armée qu'un soldat qui se trouve au front en première ligne.

Les derniers et plus récents événements: le barbare massacre de Avola, en Sicile, où deux ouvriers agricoles ont perdu la vie, les graves incidents qui ont eu lieu en Versilia où un jeune a été gravement blessé, les épisodes violents qui se sont vérifiés à Fondi où les ouvriers agricoles ont été férocelement battus par la police, comme on peut du reste le voir dans ces images, ont profondément impressionné l'opinion publique italienne, qui a manifesté son dédain. La requête du désarmement de la police s'est levée de partout: des cortèges des jeunes, étudiant des étudiants, des ouvriers, des ordres du jour ont été votés dans les assemblées électorales, dans les résolutions des partis de gauche et des organisations syndicales, dans les articles des journaux.

Dans nos images on peut voir des personnalités des divers orientements politiques, qui ont soutenu la nécessité de désarmer la police; entr'autre Labor président des A.C.L.I., les députés Vecchiotti et Luzzato de la Direction du P.S.I.U.P., le député Ferri Secrétaire du P.S.U., Lombardi député de la gauche du P.S.U. - Rinaldo Scheda Secrétaire de la C.G.I.L., nous a fait la suivante déclaration:

" Les 3 organisations syndicales ont décidé de demander au Gouvernement des dispositions immédiates pour le désarmement de la Police. Il y aura une rencontre avec le Ministre de l'Intérieur, nous écouterons ce qu'il nous dira. Nous pensons hélas, que la réponse sera négative. Il a déjà annoncé sa position aux débats à la Chambre de députés; à ce propos. S'il maintiendra cette position, les trois organisations syndicales ne manqueront pas de prendre toutes les mesures nécessaires pour donner un soutien de masse à la requête pour le désarmement de la police. La C.G.I.L. entend proposer une journée de protestation nationale et une série d'autres manifestations unitaires qui devront avoir comme épilogue, comme débouché, précisément l'affirmation de ce droit

réclamé par tous les travailleurs italiens, c'est-à-dire le désarmement de la police quand elle intervient dans les conflits du travail et aux manifestations démocratiques".

Déjà en 1950 en vérité, Palmiro Togliatti, à Modène, à l'occasion des funérailles des six ouvriers tués pendant qu'ils manifestaient contre la fermeture des Fonderies, avait proposé le désarmement de la Police, pour une Italie " où la vie des travailleurs soit sacrée, ou soit sacré le droit des citoyens au travail, à la liberté, à la paix".

En Italie, les corps de la police ne sont pas organisés pour la prévention et la répression du crime, comme ils devraient l'être dans un état moderne, mais il sont au contraire structurés pour le contrôle des activités politiques et sociales des citoyens. Cela se vérifie parce qu'est encore en vigueur le Code de Procédure Pénale du Texte Unique de Sécurité Publique (1930) de la période fasciste. Par conséquent selon cette conception les organismes de la police sont pour la garantie de la propriété privée et de la tranquillité de vie de ses détenteurs et non certes du droit du travail de tous les citoyens.

Contre cette conception et cette politique, l'Italie démocratique et en premier lieu, les jeunes, se battent.

Rome, le 21 Février 1969.